



« Ni amendable, ni négociable, C'est maintenant qu'on peut arracher le retrait de la loi Blanquer ! »

Aujourd'hui 4 avril, les enseignants sont à nouveau massivement en grève pour le retrait de la loi Blanquer, à l'appel de SNUipp-FSU, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNUEP-FSU, FNEC-FP-FO, CGT Éduc'action et Sud Éducation. Les personnels se réunissent toujours aussi nombreux en AG.

Partout, une même recherche : réunir les conditions pour faire plier le ministre, élargir et amplifier la mobilisation, y compris par la reconduction de la grève.

Le ministre n'a la confiance de personne : c'est le moment !

Depuis le 19 mars, face à l'ampleur de la mobilisation des enseignants pour le retrait de la loi Blanquer, face à la détermination des grévistes qui, en AG, ont décidé la reconduction de la grève dans de nombreux départements le ministre Blanquer multiplie les interviews pour tenter de défendre son « école de la confiance ». Il accuse les enseignants de se baser sur des bobards. Selon le Ministre, « les maternelles seraient renforcées », « il n'est pas question d'imposer les EPSF », « les directeurs ne seraient pas menacés. » Mais de qui se moque le ministre ?

Le 30 mars, les manifestations étaient puissantes : 15 000 à Paris, 2 500 à Nantes, 5 000 à Marseille, 2 000 à Toulouse, 1 000 à Niort, 2 000 à Angers, 3 000 à Lyon, 3000 à Bordeaux...

« On est là, on est là, même si Blanquer ne veut pas nous on est là, pour sauver les maternelles, dire non aux EPSF, même si Blanquer ne veut pas, nous on est là ! »

Le ministre Blanquer, sous la pression, fait un pas de recul : « *Je suis prêt à amender mon projet de loi* » sur l'école.

Aujourd'hui 4 avril, ce ne sont pas des amendements que les personnels en grève viennent revendiquer mais le retrait total de la loi Blanquer. Des milliers d'écoles sont en grève, souvent totalement fermées, la mobilisation s'étend aux collèges et lycées. Elle est soutenue par les parents d'élèves et certains élus. Tous ont bien compris les enjeux de cette loi :

- **OUI** l'école maternelle publique est en danger avec la mise en concurrence avec les jardins d'enfants explicitement cités dans la loi (art 4 bis)
- **OUI** les écoles communales et les statuts des enseignants des 1^{er} et 2nd degrés sont en danger avec la création des Etablissements des Savoirs Fondamentaux (art 6 quarter)
- **OUI** le tri social mis en place avec Parcoursup et la réforme du lycée sera aggravé
- **OUI** l'aide aux enfants en situation de handicap va diminuer avec la mise en place des PIAL (chapitre III)
- **OUI** les contractuels vont augmenter et la création d'AED professeur corvéable à merci est annoncée
- **OUI** les directeurs sont sur la sellette avec la création d'un statut de directeur hiérarchique qui ne sera pas forcément professeur des écoles
- Et **RIEN** sur les revendications des AESH

Alors maintenons la pression : partout en France les personnels et parents d'élèves s'informent, se regroupent pour discuter, s'organisent ! La FNEC FP-FO appelle à amplifier les AG pour décider les initiatives, y compris la grève. Continuons à élargir la mobilisation, y compris en direction des parents.

**C'est maintenant que ça se joue !
C'est maintenant qu'il faut bloquer et obtenir satisfaction !**